



CAMPAGNE MONDIALE POUR
L'EDUCATION
www.campaignforeducation.org



Rapport De La Septième Assemblée Mondiale De La Campagne Mondiale Pour L'éducation

22-24 Novembre 2022

Produit Par La Campagne Mondiale Pour L'éducation

Liste des acronymes

AAI	ActionAid International
ACEA	Arab Campaign for Education for All
ADB	Africa Development Bank
ALE	Adult Education and Learning
ANCEFA	Africa Network Campaign for Education for All
ANLAE	Arab Network for Literacy and Adult Education
ASO-EPT	Coalition Nationale des Associations, Syndicats, Et ONG Pour La Campagne Ept
ASPBAE	Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education
CLADE	Campaña Latinoamericana Por El Derecho a La Educación CME
	Campaña Mundial Por La Educación
CNDE	Campanha Nacional Pelo Direito À Educação
CADEM	Center for Afro-Mexican Studies Tembembe
CoPs	Communities of Practice
CDM	Civil Disobedience Movement
CSEF	Civil Society Education Fund
CSO	Civil Society Organisation
CAQ	Cost of Quality Education Per Student
E2030	Education 2030 Agenda
ECD	Early Childhood Education
ECW	Education Cannot Wait
EFA	Education for All
EFO	Education Financing Observatory
EiE	Education in Emergencies
EOL	Education Out Loud
Fundeb	Fund for the Maintenance and Development of Basic Education
GCE	Global Campaign for Education
GCE-US	Global Campaign for Education-United States
GCI	Gender at the Center Initiative
GEM	Global Education Monitoring
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GmbH,	German Development Agency
GPE	Global Partnership for Education
IBE UNESCO	UNESCO International Bureau of Education
IQEC	International Quality Education Conference
INGOs	International Organisations
KEL	Knowledge Exchange and Learning
LGBTIQ	Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer (Or Questioning), And Intersex
NFER	National Foundation for Educational Research
NECs	National Education Coalitions (NECs)
OC	Operational Component
OECD	Organisation for Economic Co-Operation and Development
OSF	Open Society Foundations
QEC	Quality Education Conference
RWCT	Reading and Writing for Critical Thinking
RESALDE	Red Salvadoreña por El Derecho a La Educación
RC	Regional Coalitions
SDG	Sustainable Development Goals
Sinaeb	National System for The Evaluation of Basic Education
TCF	Thinking Classroom Foundation
TEN/MET	Tanzania Education Network
TES	Transforming Education Summit
UIS UNESCO	UNESCO Institute for Statistics
UNESCO	United Nations Education, Science and Culture Organisation
UNGEI	United Nations Girls' Education Initiative
UNICEF	United Nations Children's Fund
WA	World Assembly
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
YAR	Youth-Led Action Research
ZANEC	Zambia National Education Coalition



TABLE DES MATIÈRES

Résumé & Structure	1
Présentation des initiatives menées par les jeunes	1
Ouverture officielle par le Président de la CME, Dr Refat Sabbah	4
Ministre de l'Éducation de base en Afrique du Sud, Mme. Angie Motshega	4
Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Mme Amina Mohammed	5
Président du syndicat démocratique des enseignants en Afrique du Sud (SADTU), M. Mogope Maphila	5
Activiste pour les jeunes et les étudiants représentant le Foro Dakar Honduras (FDH) et la Coalition de l'Amérique du Sud, Mme. Diana Ayala	6
Directeur des « Futurs de l'Éducation » à l'UNESCO, Dr Sobhi Tawil	6
Discours liminaire : Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur la transformation de l'éducation, M. Leonardo Garnier	7
AMMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS	8
DISCUSSIONS DE GROUPE DU FORUM POLITIQUE	9
Discussion de groupe 1: Transformer les systèmes d'éducation publique.	9
Discussion de groupe 2: Décoloniser le financement de l'éducation and et l'aide à l'éducation	11
Discussion de groupe 3: Genre, inclusion, et intersectionnalité	13
Discussion de groupe 4: Apprentissage et transformation numériques	15
Message enregistré d'ECW : Directrice d'Education Cannot Wait, Yasmine Sherif	18
ANNONCE DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CME	19
LA CME AU-DELÀ DE 2022 : PRÉSENTATION DU PROJET DE PLAN STRATÉGIQUE 2022-2027	19
DISCUSSIONS DE GROUPE - RENFORCER LE TRAVAIL DU MOUVEMENT AU-DELA DE 2022	20
Groupe 1 : Comment travailler plus efficacement grâce au partage, à l'apprentissage et à La participation des membres. Diversifier et accroître le nombre de membres, le réseau et la réputation.	20
Groupe 2 : Comment pouvons-nous renforcer la crédibilité et la légitimité du mouvement de la CME aux niveaux national, régional et mondial et renforcer notre responsabilité et notre durabilité ??	22
Groupe 3 : Comment le mouvement peut-il renforcer sa représentation et sa participation dans les organes et forums internationaux afin d'accroître notre influence et de faire entendre notre voix collective ?	23
Groupe 4 : Comment l'activisme des jeunes et des étudiants a-t-il changé et évolué ? Stratégies et perspectives d'avenir pour l'organisation des jeunes et des étudiants au sein du mouvement et au-delà ?	24
Annnonce de la Présidence de la CME	26
Débat sur l'action intergénérationnelle (remplaçant le débat d'experts)	26
LA CME AU-DELÀ DE 2022 : Plan stratégique, intégration des discussion de groupe et du débat de clôture	27
PRÉSENTATION ET ADOPTION DES RAPPORTS FINANCIERS	28
LA CME AU-DELÀ DE 2022 : DISCUSSION SUR LA GAWE 2023	28
LA CME AU-DELÀ DE 2022 - DÉBAT ET ADOPTION DES MOTIONS POLITIQUES	29
REMARQUES DE CLOTURE DU PRÉSIDENT DE LA CME	30

Résumé et structure

La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) est un mouvement dirigé par ses membres qui s'engagent pour assurer la réalisation du droit à l'éducation. La 7e Assemblée mondiale s'est tenue en novembre 2022 à Johannesburg, en Afrique du Sud, sur le thème « L'avenir de l'éducation réimaginé ». L'AM a réuni plus de 270 délégués pour débattre d'un large éventail de questions relatives à l'éducation universelle, déterminer l'orientation du mouvement de la CME pour les quatre prochaines années et élire le conseil d'administration de la CME. Le thème est né de l'idée que le système éducatif actuel n'éduque pas les apprenants au changement climatique et à l'urgence écologique, et qu'il ne les prépare pas non plus à un monde plus juste socialement, plus équitable et plus respectueux de la diversité. Une transformation complète et radicale de l'apprentissage et du système éducatif au sens large est nécessaire pour que l'éducation puisse être transformatrice.

Lors de la session d'ouverture, des orateurs de haut niveau ont présenté leur vision stratégique de l'éducation dans le monde, des défis et des opportunités, ainsi que leurs réflexions sur le thème de l'assemblée. Les débats du forum politique ont approfondi le thème, en le reliant aux discussions et au positionnement stratégique de la CME pour les quatre prochaines années. Les discussions étaient axées sur la manière de parvenir à un changement systémique dans les domaines suivants : la transformation complète des systèmes d'éducation publique, la décolonisation du financement de l'éducation, l'intersectionnalité, le genre et l'inclusion, la numérisation de l'éducation, et une vision à l'échelle du mouvement. Lors des sessions, les participants ont exprimé des points importants et ont réaffirmé leur engagement à mener le changement transformationnel souhaité dans ces domaines thématiques.

En outre, l'AM a permis aux membres de la CME d'examiner et de proposer des amendements au plan stratégique (2023-2027). Les amendements proposés ont été envoyés à tous les membres et débattus au cours de l'événement. Le plan stratégique 2023-2027 de la CME, qui définit les buts, les priorités et les objectifs du mouvement, a également été débattu. Le Secrétariat de la CME a mis en place plusieurs étapes de production, y compris deux processus consultatifs, une enquête auprès des membres et des entretiens. L'Assemblée mondiale a présenté pour discussion. Le projet du plan stratégique a été adopté, les commentaires et contributions des membres ont été notés.

Élection des nouveaux représentants du conseil d'administration et du président de la CME

L'élection du nouveau conseil d'administration de la CME est une procédure de gouvernance importante menée au cours de l'assemblée. Avant la réunion, les circonscriptions de la CME ont tenu leurs réunions respectives pour désigner leurs représentants au conseil d'administration de la CME. Au cours de l'assemblée, M. Chris Weavers a animé une brève session pour présenter officiellement le nouveau conseil d'administration et annoncer le processus de nomination du président. Refat Sabbah a été réélu sans opposition en tant que président de la CME. Le conseil d'administration de la CME est responsable de la mise en œuvre du plan stratégique adopté par les tous les membres.



PREMIER JOUR : OUVERTURE OFFICIELLE, AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS ET FORUMS POLITIQUES

Présentation d'initiatives menées par des jeunes et des étudiants

La 7e Assemblée mondiale a débuté par la présentation d'initiatives de jeunes et d'étudiants d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Amérique du Nord. L'objectif de cette session était de démontrer l'importance des mouvements de jeunes et d'étudiants dans la campagne mondiale pour l'éducation. Les intervenants ont encouragé les jeunes et les étudiants à s'organiser pour faire avancer leurs revendications en faveur d'une éducation gratuite et de qualité, et à partager leurs expériences et leurs approches pour influencer les politiques. Il a également été noté que le CADEM a lancé un projet pour soutenir les Mexicains d'origine africaine qui manquaient de ressources pour poursuivre leurs objectifs éducatifs.

La session a également abordé le rôle et la place de la jeunesse africaine pour la promotion d'une éducation basée sur les droits, l'émancipation et l'inclusion, ainsi que l'éducation transformatrice à l'ère numérique. Elle a mis en évidence le manque d'apprentissage numérique au Nigeria, l'insuffisance des budgets alloués à l'éducation par les gouvernements et l'importance de la participation des jeunes aux processus d'élaboration des politiques. Un plus grand investissement dans l'éducation permettrait aux citoyens de s'attaquer aux maux de la société, mais il est nécessaire de faire davantage pour impliquer les jeunes et les représentants des étudiants à l'échelle mondiale. La criminalisation et la marginalisation des associations d'étudiants au Zimbabwe ont été soulignées.

Les jeunes ont été invités à promouvoir la mise en œuvre des déclarations des jeunes du sommet sur la transformation de l'éducation dans leur pays, et les États et les autres acteurs devraient chercher des moyens de s'associer avec les jeunes.

Les intervenants ont souligné que l'éducation est un élément essentiel pour que les jeunes et les étudiants activistes puissent changer le monde. La présentation s'est terminée par une citation de Miriam Makeba et la projection d'un clip inspirant « Jain - Makeba (Official Video) ».



Discours d'ouverture officiel du Président de la CME, Dr Refat Sabbah



Le président de la CME, le Dr Refat Sabbah, a officiellement ouvert la 7e Assemblée mondiale et a salué la lutte de l'Afrique du Sud contre le racisme, l'inégalité, la discrimination et l'exclusion. La COVID-19 a eu un impact négatif sur le travail de l'organisation, mais la CME est sortie de la pandémie plus forte que jamais pour continuer à défendre le droit à l'éducation. La perte tragique de nombreux enseignants et militants de l'éducation décédés pendant la pandémie a poussé la CME à demander la transformation des écoles en espaces sûrs pour le personnel éducatif et où les enfants peuvent jouer et apprendre. Le financement de l'éducation doit être motivé par la construction de systèmes éducatifs qui promeuvent les droits de l'homme comme un mode de vie, et le nouveau pacte mondial pour le financement de l'éducation doit être basé sur les piliers de la justice fiscale, de l'élimination de la dette prédatrice et de l'augmentation progressive, prévisible et innovante du financement national de l'éducation.

Le président de la CME a déploré le manque de ressources et la commercialisation de l'éducation, ainsi que les restrictions imposées et la criminalisation des jeunes et des étudiants. Afin de renforcer la démocratisation, l'éducation doit offrir des approches holistiques et une flexibilité permettant de répondre à la diversité des étudiants et d'inclure tout le monde dans des environnements où les personnes sont

valorisées pour ce qu'elles sont. Le président a remercié le conseil d'administration de la CME, le Secrétariat et le coordinateur mondial du Secrétariat, Grant Kasowanjete, d'avoir fourni une stratégie pour naviguer vers un monde de solidarité, de justice, de prospérité et de paix.

Ministre de l'Éducation de base de l'Afrique du Sud, Mme Angie Motshega



La ministre de l'Éducation a appelé à une transformation radicale de l'école et du système éducatif dans son ensemble afin de redonner à l'éducation son rôle transformateur. L'Afrique du Sud connaît une pénurie chronique de compétences techniques de niveau intermédiaire et une crise du chômage des jeunes, avec 3,4 millions de jeunes qui ne suivent pas d'études, de formation ou sont sans emplois (NEET). Pour y remédier, le ministère a modernisé le programme d'études en élaborant un système à trois volets avec des écoles de spécialisation, en partenariat avec les autorités sectorielles chargées de l'éducation et de la formation et avec l'aide du secteur privé. Des études ont montré qu'un diplôme de l'enseignement supérieur augmente considérablement l'employabilité d'une personne, puisque 38 % des personnes ayant un diplôme de fin d'études secondaires ou un certificat national de fin d'études secondaires comme qualification la plus élevée ont un emploi. L'Afrique du Sud a atteint un niveau acceptable d'équité dans l'éducation des filles et se concentre désormais sur la lutte contre la forte prévalence de la violence sexiste.

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Mme Amina Mohammed



Mme Mohammed a présenté un message vidéo à l'Assemblée pour parler du Sommet de l'ONU sur la transformation de l'éducation de septembre 2022 et de la nécessité de repenser l'éducation. Elle a exhorté la CME à établir des partenariats avec les mouvements de jeunes et à se mobiliser pour la demande d'augmentation des investissements dans la transformation de l'éducation afin d'offrir une vie digne à tous.

Président du Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud (SADTU), M. Mogope Maphila



Le président de SADTU a reconnu les sacrifices consentis pour la liberté de l'Afrique du Sud et la responsabilité qui incombe à chacun de réaliser ses rêves. En 2021, 80 % des élèves ont réussi leur examen de fin d'études, 720 000 étudiants ont bénéficié d'un financement de l'État pour l'enseignement technique, professionnel et la formation (TVET) dans les collèges et les universités, et 2,4 millions d'enfants ont fréquenté des centres de développement de la petite enfance. Le talent et la créativité sont encouragés par une éducation de qualité, qui contribue à l'épanouissement personnel et professionnel. Le droit à une éducation gratuite et de qualité est inscrit dans la déclaration des droits de l'homme des Nations Unies et dans la constitution sud-africaine. L'imposition progressive est un mécanisme de financement de l'éducation, et l'État devrait superviser et réglementer le secteur. Tous les obstacles à l'éducation doivent être supprimés, et des enseignants qualifiés ayant reçu une formation adéquate doivent assurer un enseignement de qualité. L'État devrait financer la formation professionnelle continue gratuite et le mentorat pour les enseignants.



Activiste pour la jeunesse et les étudiants représentant la coalition nationale du Foro Dakar Honduras (FDH) et la coalition régionale latino-américaine, Mme Diana Ayala



Mme Ayala a souligné la nécessité d'une solidarité entre les groupes de jeunes et d'étudiants au sein de la CME pour défendre l'éducation en tant que droit de l'homme. Elle a encouragé les membres jeunes et étudiants à partager leurs réflexions sur le thème de l'Assemblée mondiale de la CME et à participer activement à l'espace offert par la CME aux jeunes. Elle estime que le travail des jeunes activistes est sous-évalué et que la CME devrait renforcer les capacités des circonscriptions en incluant davantage d'étudiants et de jeunes et en fournissant une plateforme pour les voix des jeunes. L'Amérique latine a beaucoup à offrir en termes d'éducation gratuite et de qualité, mais il faut des espaces inclusifs pour tous et des possibilités pour les filles de rester à l'école et de terminer leurs études.

Sobhi Tawil, directeur de « les Futurs de l'éducation » de l'UNESCO



M. Tawil a présenté le *rapport sur les futurs de l'éducation, un nouveau contrat social* publié en novembre 2021, comme une référence clé pour le processus du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES). Le rapport souligne la nécessité de renouveler le contrat social pour l'éducation, y compris la vision, l'objectif, les valeurs et les nouveaux accords de gouvernance définissant la contribution des différents acteurs impliqués dans l'éducation en tant que bien commun. Il souligne également l'importance d'une coopération solidaire entre les étudiants, les jeunes, les enseignants et les autres parties prenantes. Le débat public sur le rapport, le plaidoyer et la recherche sur la transformation de l'éducation ont été encouragés, et les membres de la CME ont été invités à participer au processus de transformation de l'éducation.

Discours liminaire : Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur la transformation de l'éducation, M. Leonardo Garnier



M. Leonardo Garnier a noté dans son discours liminaire que l'Afrique du Sud avait beaucoup appris au monde sur la dignité humaine. Outre le coup porté par la COVID-19 aux systèmes éducatifs du monde entier, il a déploré que le monde soit confronté à une triple crise de l'éducation en 2019, en termes d'équité, de qualité et de pertinence.

Pour faire face à ces crises, M. Garnier a suggéré de repenser et de transformer **l'éducation afin de soutenir les apprenants dans quatre domaines clés** :

1. *Apprendre à apprendre* : Les apprenants doivent acquérir des compétences en lecture et en écriture, en calcul, des connaissances numériques et scientifiques, ainsi que des compétences sociales et émotionnelles pour faire face à la complexité d'un monde incertain.
2. *Apprendre à faire* : L'éducation doit évoluer pour préparer les apprenants à l'avenir, notamment aux économies verte, numérique et de soins.

3. *Apprendre à vivre ensemble* : L'éducation doit promouvoir le respect des droits de l'homme, l'égalité de genre, l'éthique, la justice, la responsabilité civile et l'appréciation de la diversité pour aider les apprenants à mieux vivre les uns avec les autres et avec la nature.
4. *Apprendre à être* : L'éducation est essentielle pour apprendre à bien vivre, à profiter de la vie et à mener une vie saine.

Pour atteindre les objectifs éducatifs, les écoles, les enseignants et les ressources d'apprentissage doivent être modifiés pour être sûrs, sains, inclusifs et stimulants. La révolution numérique a le potentiel de transformer l'éducation, mais elle ne doit pas exacerber les inégalités. M. Garnier a souligné la nécessité d'investir davantage dans l'éducation pour la rendre plus équitable et plus efficace. Les pays à revenu élevé représentent 63 % du budget mondial de l'éducation, mais n'éduquent que 10 % des enfants de la planète, tandis que les pays à faible revenu n'utilisent que 8 % de l'investissement mondial dans l'éducation pour éduquer 50 % des enfants de la planète. L'éducation est un moyen de sortir des pièges de la pauvreté, car ces derniers réduisent la capacité d'investir dans l'éducation.

Pour échapper à ces pièges de la pauvreté, il faudrait une vision et un mouvement capables de modifier l'équilibre des pouvoirs : augmenter les salaires, accroître la productivité, développer et améliorer l'éducation, utiliser durablement les ressources naturelles et renforcer les institutions politiques. L'éducation doit jouer un rôle clé dans cette transformation.



Commentaires et questions en plénière :

- *Comment les budgets gouvernementaux peuvent-ils donner la priorité à l'éducation ?*
- *L'éducation est le reflet de la société et pour transformer l'éducation, il est nécessaire de comprendre les causes profondes du terrorisme et de la guerre civile et de repenser la société.*
- *L'éducation doit être plus accessible pour permettre aux individus de poursuivre leurs études tout en subvenant aux besoins de leur famille.*
- *Comment les membres peuvent-ils transformer l'éducation aux niveaux personnel et local ?*

M. Garnier a répondu aux commentaires en notant que personne ne nie l'importance d'une bonne éducation, mais que le financement de cette éducation est contestable. Au Costa Rica, un programme de financement du développement des jeunes enfants a été interrompu lorsque les professionnels à revenu élevé ont refusé de payer plus d'impôts pour financer la gratuité du développement des jeunes enfants pour les personnes à faible revenu. Pour remédier à l'inégalité économique, l'éducation de tous les citoyens doit être financée, les impôts doivent être payés par les personnes à revenu élevé, et les membres de la CME doivent défendre et permettre à ceux qui n'ont pas de voix d'accéder au système politique. Il a souligné que l'éducation est un droit de l'homme, comme tous les autres droits de l'homme, et qu'il faut se battre pour l'obtenir.

AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS

Chris Weavers, membre du conseil d'administration de la CME, a animé une session à huis clos pour examiner deux amendements soumis à l'examen de l'Assemblée : l'amendement constitutionnel du titre de coordinateur mondial et la limitation du mandat des membres du conseil d'administration. Le groupe des ONGI a retiré un amendement concernant une nouvelle charte décrivant la collaboration des ONGI avec le conseil d'administration de la CME, le secrétariat et le mouvement plus large de la CME. Le conseil d'administration a décidé que la modification des statuts de la CME pourrait répondre à une demande d'amendement constitutionnel visant à accorder des droits de parole aux participants représentant les différents groupes constitutifs dont les sièges au conseil d'administration sont vacants.

Amendement 1 : Titre du coordinateur mondial

La représentante des ONGI au sein du conseil d'administration de la CME, Nafisa Baboo, a proposé que les références au titre de coordinateur mondial dans la constitution soient remplacées par chef du secrétariat. Le conseil d'administration a précisé que « chef du secrétariat » n'était pas un titre de poste, mais plutôt une description de rôle. Toutefois, les postes et les titres des personnes qui rendent compte au conseil d'administration ne peuvent être mentionnés dans les statuts, car ces personnes ne sont pas nommées par l'Assemblée et ne doivent pas rendre compte à l'Assemblée, mais au conseil d'administration. La question a été soumise au vote et 38 membres ont voté pour l'amendement, tandis que 40 membres ont voté contre. La proposition d'amendement n'a pas satisfait à l'exigence des deux tiers pour l'adoption des amendements de la constitution.

Amendement 2 : Limitation du mandat des membres du conseil d'administration

La représentante des ONGI au conseil d'administration de la CME, Nafisa Baboo, a proposé un amendement à la Constitution limitant le mandat des membres du conseil d'administration à deux mandats consécutifs. L'amendement a été initialement proposé par *Light for the World* et débattu par le conseil d'administration, qui a accepté la formulation proposée par l'ASPBAE. Les 80 membres votants ont unanimement soutenu l'amendement, qui a reçu le vote des deux tiers requis pour l'adoption des amendements de la Constitution. L'amendement prendrait effet lors de la 8e Assemblée mondiale en 2026 et n'aurait aucun impact sur l'élection des membres du Conseil lors de la 7e Assemblée mondiale.

DISCUSSIONS DE GROUPE DU FORUM POLITIQUE

Discussion de groupe 1 : Transformer les systèmes d'éducation publique.

Les objectifs de la session étaient d'identifier et de comprendre les domaines critiques de l'éducation qui doivent être transformés dans et autour des systèmes éducatifs afin de réaliser l'ODD 4 et de garantir le droit de chacun à l'éducation. Les coalitions nationales, les organisations respectives, les organisations d'étudiants, les syndicats d'enseignants, etc. ont travaillé pour positionner les organisations de manière optimale pour le début du nouveau cycle quadriennal de la CME. Le nouveau plan stratégique présente la transformation de l'éducation comme l'un de ses piliers.

Présentation sur la transformation du système d'éducation publique, Dr Sobhi Tawil

Sobhi Tawil a défini les termes « éducation publique » et « transformation », en faisant la distinction entre la transformation et l'éducation transformatrice (enseignement et apprentissage). Les déclarations d'engagement du Sommet sur la transformation de l'éducation ont mis en lumière les questions de l'exclusion et de l'exclusion socio-économique, de l'exclusion sexiste, de l'exclusion fondée sur l'inégalité, des déplacements fondés sur l'exclusion, du statut de minorité et des politiques linguistiques. Pour garantir l'accès à l'éducation des personnes exclues ou analphabètes, une transformation du système est nécessaire. Les gouvernements des pays devraient chercher des solutions au-delà du secteur de l'éducation, et la participation de la société civile devrait être soulignée et considérée comme essentielle. Dr Tawil a souligné l'importance de l'éducation verte, y compris des sujets tels que la protection de l'environnement, la conservation de la biodiversité et le changement climatique, dans le contexte de la discussion sur la révision du contenu et des méthodes des programmes d'études. Les compétences fondamentales des apprenants doivent être améliorées et les conditions de travail des enseignants doivent être examinées de toute urgence.



Présentation du contexte latino-américain, Mme Nelsy Lizarazo

L'application du droit à l'éducation devrait être exigée des gouvernements, car il ne peut être remplacé par aucune autre catégorie. Les systèmes d'éducation publique génèrent des disparités de développement et manquent d'infrastructures de base, telles que l'électricité, l'approvisionnement en eau, les systèmes d'égouts et le manque de pupitres. Pour transformer les systèmes d'éducation publique, il faut s'intéresser au sens de l'éducation transformatrice. CARE, un concept développé par des féministes en Amérique des Caraïbes, prescrit qu'il est important de choisir de soutenir la vie et de la placer au centre de toutes les actions. Chacun mérite de vivre, de prendre soin de soi et de l'environnement et des autres êtres vivants.

Un système d'éducation publique transformateur devrait être fondé sur la modification substantielle de nos vies au nom de la justice sociale. Pour réaliser l'ODD 4 et garantir le droit à l'éducation pour tous, il est nécessaire de transformer l'institutionnalisme fragmenté, systémique, technocratique, bureaucratique et rigide des systèmes publics. Les programmes scolaires doivent être modifiés pour mettre l'accent sur la protection de la planète, l'éducation verte, la paix, les questions liées au genre et la décolonisation des systèmes scolaires. Il est également important d'avoir des gouvernements forts, mais flexibles, qui écoutent les réalités de leurs citoyens et introduisent des politiques publiques appropriées. Les approches et le langage qui ne correspondent pas à l'approche transformatrice doivent être ajustés. Les participants ont exprimé diverses idées basées sur des réflexions et des expériences nationales, régionales ou mondiales en réponse à des questions clés sur des domaines critiques de l'éducation qui doivent être transformés.

Des idées sur la façon de transformer les systèmes éducatifs pour atteindre l'ODD 4 et garantir le droit à l'éducation pour tous :

La CME doit anticiper les crises avant qu'elles ne se produisent, la COVID-19 a été une grande leçon pour tous. L'éducation n'est pas seulement le droit d'aller à l'école, c'est aussi le droit à une vie digne et à la justice sociale. Les communautés doivent être sensibilisées à l'importance de s'occuper des écoles, et la distinction entre les écoles soutenues par la communauté et celles qui ne le sont pas doit être claire. Les pays doivent régulièrement évaluer si leur système éducatif répond aux besoins des apprenants, des enseignants et de la communauté. Le bien-être et la formation des enseignants doivent être prioritaires pour permettre la transformation.

Le droit à l'éducation est considéré comme allant de soi dans les pays développés, car leurs gouvernements s'alignent sur les droits de l'homme de leurs citoyens. Par conséquent, les organisations internationales ne devraient pas seulement considérer l'éducation comme un bien public, mais aussi comme un droit de l'homme. Il est nécessaire d'évaluer comment les enfants marginalisés peuvent être éduqués pour devenir des membres actifs de la société, et la CME devrait publier des déclarations dans une langue que tout le monde peut comprendre. Les systèmes éducatifs actuels contribuent à l'inégalité et à l'injustice dans le monde, d'où la nécessité d'une plus grande ouverture, d'une plus grande flexibilité et d'une plus grande adaptabilité. La transformation des systèmes est nécessaire pour transformer l'éducation, en incluant les questions de climat, de paix et de genre dans les programmes. Les nations fortes et les États centralisés doivent garantir la participation du public et la résilience des politiques. Il appartient désormais à chaque pays de déterminer sa propre feuille de route.

Dr Tawil a souligné la nécessité de meilleures conditions de travail pour les enseignants et la pénurie d'enseignants en Afrique subsaharienne et dans les pays arabes, et a exhorté les membres à se demander si la CME répond aux préoccupations politiques et stratégiques liées à la transformation de l'éducation. Les langues locales doivent être officiellement reconnues pour pouvoir être enseignées et parlées dans les écoles. Mme Wulff a conclu en notant que la transformation de l'éducation était politique.



Discussion de groupe 2 : Décoloniser le financement de l'éducation et l'aide à l'éducation

L'objectif principal de la session était de parvenir à une compréhension commune de la décolonisation du financement de l'éducation et d'identifier les domaines critiques pour le travail de plaidoyer et de campagne de la CME. Une vidéo intitulée « Africa for Norway » a été diffusée pour démontrer l'orientation nord-sud de l'aide internationale, du pouvoir des donateurs internationaux et des sauveurs blancs. Le discours décrivant l'Afrique comme un seul pays a nui à une collaboration transfrontalière fructueuse, car c'est la priorisation des dépenses et la question de savoir qui détermine comment les gouvernements dépensent les revenus qui ont entravé l'offre d'une éducation publique de haute qualité.



Principaux enseignements, leçons et recommandations sur la décolonisation du financement de l'éducation

La décolonisation du financement de l'éducation a été jugée essentielle et l'ordre du jour du Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation (TES) a souligné l'importance de la fiscalité dans le financement de l'éducation. Toutefois, aucune pression n'a été exercée sur les ministres des Finances pour qu'ils réforment les systèmes fiscaux. Pour façonner la politique fiscale et endiguer les sorties illicites de fonds vers les paradis fiscaux, il est nécessaire de procéder à un examen global de la manière dont les règles fiscales sont établies et de modifier la convention fiscale de l'ONU. Le FMI recommande souvent de réduire les dépenses publiques et de geler les salaires du secteur public pour assurer le service de la dette internationale, qui dépasse souvent les dépenses en matière de santé et d'éducation. Les enseignants, qui constituent le groupe le plus important du secteur public, ont été touchés par cette mesure, car les dettes contractées sont exécutées, contrairement aux dettes climatiques, qui sont inapplicables. Les ministres des Finances sont invités à adopter une stratégie d'investissement à long terme dans l'éducation, en remplaçant les projets à court terme par une réflexion à long terme visant à modifier la législation et les budgets nationaux.

En outre, les recettes fiscales sont le seul moyen de financer l'éducation de manière indépendante et durable et de décoloniser l'éducation. Elles constituent une source de revenus stable et fiable et peuvent être utilisées pour redistribuer les richesses et assurer l'équité, ainsi que pour réguler la consommation de biens. Les donateurs prescrivent la manière dont l'aide doit être investie, mais il a été démontré à quel point il est inefficace de se concentrer sur une seule étape de l'éducation d'un enfant en ignorant les autres. En outre, il a été noté que les créanciers ont fait pression sur les pays pour qu'ils réduisent les dépenses dans les secteurs des services sociaux pendant la crise de la pandémie de COVID-19. Cependant, les remboursements de la dette continuent d'absorber la majeure partie du budget du gouvernement qui pourrait être alloué aux services sociaux. Il est nécessaire de rechercher des mécanismes d'allègement de la dette pour soulager les pays très endettés. Les partenariats public-privé augmentent le coût des projets, ce qui se traduit par moins d'emplois et moins de bénéficiaires. Par conséquent, à la lumière de ces considérations, la principale recommandation est que l'impôt national soit utilisé pour décoloniser le financement de l'éducation.

En outre, la mobilisation des ressources nationales est importante pour décoloniser le financement de l'éducation, mais il faut s'attaquer aux flux illicites et à l'évasion fiscale pour augmenter les recettes fiscales. La recommandation est que les gouvernements nationaux consacrent 15 à 20 % de leur budget à l'éducation et que l'aide internationale soit proportionnelle. Les gouvernements devraient utiliser l'aide internationale pour payer les salaires des enseignants, et les pays devraient appliquer une fiscalité progressive, en se concentrant sur les impôts élevés pour les riches et les multinationales. Les ministres des Finances devraient être invités à participer aux principaux processus de prise de décision en matière d'éducation et aux forums de discussion sur les politiques. La Campagne mondiale pour l'éducation devrait s'associer aux coalitions travaillant sur la dette et la fiscalité dans différents pays pour plaider en faveur d'une fiscalité progressive et d'une augmentation des recettes fiscales.

La plupart des pays africains pourraient financer de manière adéquate leurs budgets d'éducation si les sociétés minières étrangères payaient un impôt sur les sociétés équitable. Le développement des compétences par l'éducation permettra aux pays d'ajouter de la valeur en transformant leurs minerais plutôt qu'en les exportant à l'état brut.

D'autres recommandations sur l'importance de la décolonisation du financement de l'éducation et sur la manière dont la CME devrait aborder cette question au niveau mondial.

La CME devrait assurer la collecte et le partage des données relatives à la dette internationale, établir un dialogue politique avec les gouvernements sur le financement de l'éducation, rechercher l'annulation et la conversion de la dette, et promouvoir la réorientation des remboursements des prêts internationaux vers l'éducation. Elle devrait plaider pour que les gouvernements refusent les conditions défavorables à l'aide à l'éducation, coordonner une campagne visant les paradis fiscaux multinationaux et trouver des moyens de dialoguer avec le FMI et les donateurs mondiaux pour assouplir les conditions liées à l'aide à l'éducation. Le lien entre la décolonisation et le financement de l'éducation doit être compris, comme le montre l'exemple d'Israël qui a demandé à l'Occident de l'aider à modifier le programme d'histoire de la Palestine. La CME devrait renforcer les campagnes en faveur de la justice fiscale, plaider pour que tous les pays ratifient l'accord sur la justice fiscale et plaider pour un financement adéquat de tous les niveaux d'éducation. Les partenariats entre les ONGI et les ONG locales devraient être encouragés afin d'étendre l'influence de la CME.

La CME devrait développer une expertise au niveau national par le biais d'une formation sur le suivi budgétaire. La décolonisation du financement, du plaidoyer et de l'aide est une question cruciale, et un changement mondial est nécessaire. Les impôts sont également une source importante de revenus, et des politiques fiscales progressives et justes sont nécessaires pour garantir une imposition équitable des multinationales et des particuliers fortunés. La CME devrait soutenir les coalitions par la collecte et l'analyse de données et assurer des dialogues politiques. Les pays pauvres et à faible revenu devraient être encouragés à contracter des prêts pour des investissements productifs dans le système éducatif, et des fonds devraient être affectés à des compétences non techniques telles que le développement de programmes et la formation des enseignants pour transformer l'éducation. Pour garantir la dignité, la CME doit s'assurer que la voix de la société civile est renforcée et qu'il y a un changement dans l'équilibre des pouvoirs du Nord au Sud.

Discussion de groupe 3 : Genre, inclusion et intersectionnalité

L'objectif principal de la discussion était d'identifier les domaines de travail prioritaires sur le genre, l'inclusion des personnes vivant avec un handicap et l'intersectionnalité afin d'influencer les positions politiques de la CME pour le plaidoyer et les campagnes sur l'égalité et l'inclusion. Dr Versluys a mis l'accent sur le fossé entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons dans l'éducation, et des leçons et expériences ont été présentées dans le cadre du projet du Réseau arabe pour l'éducation civique mis en œuvre en Jordanie. Mme Rigg a présenté le projet « Communauté et pratique de l'inclusion et de la petite enfance », qui vise à diffuser les connaissances, à défendre les droits, à accélérer les progrès, à inspirer le changement et à fournir une assistance éducative aux enfants et aux jeunes vivant avec un handicap. Pour garantir une éducation inclusive pour tous, les engagements mondiaux doivent se traduire par des actions immédiates sur le terrain et par l'identification de meilleures pratiques.



Principaux enseignements, leçons et recommandations concernant les trois questions suivantes :

1. *Est-ce que votre coalition, votre organisation ou vous-même, en tant qu'individu, travaillez activement sur les domaines critiques identifiés ? Y a-t-il des organisations avec lesquelles la CME devrait s'associer en tant qu'allié et collaborateur pour un plaidoyer et des campagnes conjoints sur la transformation de l'éducation ?*

Le plaidoyer mondial en faveur de l'éducation doit concrètement conceptualiser, suivre et évaluer les politiques éducatives par rapport aux résultats souhaités. Un plan quinquennal est suggéré, et des mesures quantitatives et qualitatives pour l'égalité de genre et de l'inclusion devraient être développées. Des outils communs pour la collecte de données précises devraient inclure des examens conjoints par secteur et par les pairs, et une formation supplémentaire est nécessaire pour utiliser les outils, analyser les données et rendre compte des mesures. Le handicap et le genre sont des domaines politiques distincts, et les membres de la CME devraient mettre en place des plans sectoriels éducatifs sensibles au genre, localisés et contextualisés.

2. *Comment le mouvement de la CME devrait-il renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes en mettant l'accent sur la participation des femmes aux processus de prise de décision, les femmes étant des agents de changement au sein des processus de gouvernance institutionnelle ?*

La CME devrait inclure davantage de personnes handicapées, de femmes et de jeunes dans les structures de direction, garantir l'inclusion des groupes sous-représentés dans les politiques et la prise de décision, renforcer son plaidoyer et inclure les garçons, les hommes, les parents et les personnes s'occupant d'enfants vivant avec un handicap dans le dialogue. Il faut moins de symbolisme, moins de présupposés, plus d'intégration et plus de prise de décision pour identifier les domaines sur lesquels il faut se concentrer et combler les lacunes.

3. *Comment le mouvement de la CME renforcera-t-il la participation des personnes vivant avec un handicap et des organisations de personnes vivant avec un handicap aux processus de prise de décision, les personnes vivant avec un handicap étant des agents de changement dans les processus de gouvernance institutionnelle ?*

L'inclusion est essentielle et doit être publiquement visible. Chaque circonscription devrait comprendre un chef de file de l'inclusion, des questions de genre et du handicap. La CME devrait utiliser les réseaux existants pour identifier et cibler les groupes qui intègrent les objectifs et la vision de la CME dans leur travail. L'intégration des objectifs de la communauté dans la CME est nécessaire pour participer dans la prise de décision, la consultation et l'élaboration de différentes approches de travail. Le contexte, la culture, les normes sociales et l'approche de la participation doivent être localisés et contextualisés.

Les campagnes générales devraient inclure les questions de genre et de handicap et s'associer à d'autres réseaux pour tirer parti de leurs compétences et de leur expérience. Tous les handicaps, qu'ils soient sensoriels, mentaux ou physiques, doivent être pris en compte.

Les participants ont classé l'implication et l'action de la CME dans quatre domaines liés au genre et au handicap sur une échelle de 1 (faible) à 4 (meilleur) : éducation transformatrice du genre : 2,8, inclusion du handicap : 2,4, intersectionnalité : 2,2, et LGBTQI+ : 2. Il faut tenir compte de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les abandons scolaires dans le monde et la CME doit plaider en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie pour permettre une deuxième chance à l'éducation et prendre des mesures de plaidoyer ouvertes et transparentes pour la communauté LGBTQI+.

La CME doit lutter contre l'augmentation de la discrimination et du racisme à l'encontre des demandeurs d'asile et des réfugiés en donnant la priorité à l'égalité, à l'équité et à l'acceptation afin de garantir à tous les enfants des chances égales dans l'éducation pour qu'ils réalisent leur plein potentiel. L'éducation transformatrice est essentielle pour développer des compétences de pensée critique et pour que les étudiants deviennent des citoyens du monde responsables.

Les participants à la discussion de groupe ont fait part des commentaires suivants :

Le groupe a souligné la nécessité d'une deuxième chance dans l'éducation, en particulier pour les femmes, les filles et les personnes vivant avec un handicap, et a encouragé les régions à mettre en place une planification du secteur de l'éducation tenant compte du genre (GRESF). La CME doit inclure des voix et des modèles masculins positifs, se concentrer sur une éducation des adultes de haute qualité et sur l'apprentissage tout au long de la vie, et identifier les domaines nécessitant un changement ainsi que des outils communs pour analyser les données qualitatives et quantitatives. Les communautés migrantes doivent être prises en compte pour une réelle inclusion, et l'augmentation de la représentation et de la participation nécessiterait l'inclusion des personnes vivant avec un handicap dans les postes de direction aux niveaux national, local et mondial. La CME devrait s'efforcer d'inclure des chefs de file de l'inclusion dans chaque circonscription, de localiser et de renforcer les capacités d'inclusion et de transformation du genre, d'identifier les groupes cibles qui partagent sa vision, et d'intégrer et de définir les objectifs en matière de genre et de handicap dans toutes les campagnes et activités. Une consultation dès le début des campagnes permettrait d'accroître l'appropriation et le soutien.

Forum politique 4 : Apprentissage et transformation numériques

L'objectif principal de la discussion était d'identifier et de comprendre les priorités en matière de plaidoyer et de campagne sur l'apprentissage et la transformation numériques. Les orateurs invités ont présenté les résultats de projets menés dans sept pays africains et d'une étude réalisée au Burkina Faso. Les principaux sujets abordés ont été l'éducation pendant la pandémie, la situation des écoles et le rôle de la technologie dans l'environnement scolaire.

La pandémie a empêché les apprenants d'aller à l'école, **en particulier** les apprenantes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'accès à l'éducation numérique est un défi mondial, et les données sur l'adoption des technologies font défaut. Pour améliorer l'équité en matière d'éducation, les gouvernements doivent veiller à ce que l'appropriation de

la technologie ne les enferme pas dans des systèmes et des solutions, et les écoles doivent collaborer et devenir des centres d'utilisation de technologies multimodales.

Le modérateur, M. Gaire, a demandé aux participants de réfléchir aux questions suivantes afin d'enrichir la discussion :

- *Quels sont les domaines critiques ou les sujets de préoccupation liés à l'apprentissage et à la transformation numériques qui devraient constituer une priorité pour le travail de plaidoyer et de campagne de la CME sur le financement de l'éducation au cours des quatre prochaines années ?*
- *Y a-t-il des coalitions, des organisations ou des participants individuels qui travaillent activement sur les domaines critiques identifiés et y a-t-il des organisations que la CME devrait cibler en tant qu'alliés et collaborateurs pour un plaidoyer et des campagnes conjoints sur l'apprentissage numérique ?*
- *Quelles sont les expériences, les leçons et les pratiques au niveau national sur la manière dont un pays spécifique a introduit des changements politiques et des mécanismes de responsabilité sur l'apprentissage et la transformation numériques ?*



Réflexions et points forts de la discussion de groupe :

Au Burkina Faso, les apprenants rencontrent toujours des difficultés à domicile en raison de l'utilisation inefficace des technologies de l'information et de la communication. La radio et la télévision se sont avérées utiles, mais l'accès limité à l'internet est souvent un obstacle sérieux à l'utilisation des technologies et des outils d'apprentissage sur le web. Les solutions doivent être adaptées au contexte et à la culture, et la préférence pour une approche multimodale de l'éducation basée sur la technologie devrait être universelle. La CME est bien placée pour exercer une influence, et une conception numérique tenant compte des personnes devrait donner la priorité aux apprenants les plus vulnérables de la société. Les enseignants doivent être responsabilisés pour s'assurer qu'ils ne sentent pas menacés par la technologie. Les opportunités interculturelles peuvent contribuer à promouvoir un contenu de programme diversifié et riche. En outre, la protection de la vie privée et la sécurité doivent être prises en compte.

Les participants ont également noté les défis auxquels les écoles du Burundi ont été confrontées pendant la pandémie. L'apprentissage numérique et la technologie dans l'éducation sont avantageux pour les apprenants, mais peuvent représenter un défi pour les parents. Les gouvernements peuvent assurer la continuité de l'éducation en utilisant des approches multiples, en pratiquant la mobilité, en passant du papier aux documents électroniques et en utilisant des médias mixtes tels que la radio et la télévision. Trois niveaux d'enseignement sont concernés par la technologie en réponse à la COVID-19 : l'enseignement de base, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Le manque d'infrastructures et le manque d'alimentation électrique font partie des disparités observées. Parmi les autres défis à relever, citons le manque de capacités des apprenants et le manque de formation en matière de suivi et d'évaluation. L'accès aux technologies pour les apprenants malvoyants et malentendants était limité, voire inexistant. Il est important de mieux planifier les fermetures d'écoles à l'avenir et de mieux gérer les défis tels que les catastrophes naturelles. Le travail d'équipe entre les parents et les enseignants est important, de même que la responsabilisation. L'éducation doit être assurée pendant les périodes de pandémie et un état d'esprit d'égalité est nécessaire lors de l'examen du financement et de la budgétisation. Les budgets doivent refléter la recherche et l'information afin d'éviter la duplication des efforts et des initiatives.

Principaux enseignements et leçons à tirer

- La réalité numérique est là, mais les politiques en matière de TIC n'abordent pas l'application pratique des ressources numériques dans les salles de classe. L'accessibilité dans les zones rurales nécessite des politiques spécifiques pour répondre aux exigences en matière d'apprentissage, d'enseignement et de formation numériques. Un délégué du Burkina Faso a souligné qu'un million d'élèves avaient été touchés par la fermeture de 22 % des écoles de son pays en raison de la pandémie. La technologie devrait permettre d'assurer la continuité scolaire dans les zones reculées, et il conviendrait d'envisager des moyens d'enseigner aux enfants malvoyants à l'aide de WhatsApp.
- Si la technologie a un impact positif sur l'éducation, les disparités économiques font que tous les apprenants n'en bénéficient pas de la même manière. Les solutions « Teaching with Impact » peuvent renforcer la sensibilisation, mais l'interaction humaine reste essentielle. L'État n'a pas aidé les écoles à se procurer des outils numériques, et les enseignants ont dû trouver des mécanismes ingénieux pour surmonter les obstacles. L'État devrait être incité à aider les apprenants malvoyants et malentendants, et il conviendrait de tenir compte des différences d'apprentissage fondées sur le genre, l'accessibilité, la technologie et le coût des données et des appareils TIC. L'accès universel à l'internet et à la connectivité doit être envisagé, et un leadership gouvernemental fort est nécessaire pour fournir des services TIC actualisés et une stratégie d'éducation mixte.
- L'éducation au Bangladesh a été perturbée par la pandémie et, faute de formation, les enseignants ont dû s'adapter à la technologie. Les enfants des villes ont accès à l'apprentissage numérique, tandis que les enfants des zones rurales ont perdu deux années d'enseignement en raison d'un financement inadéquat et du manque de technologie. Les solutions du secteur privé sont encouragées, mais les pauvres continueront à être confrontés à des défis et à être marginalisés.

DEUXIÈME JOUR : VISION ET PRIORITÉS

Le président du conseil d'administration de la CME, M. Samuel Dembele, a ouvert la séance plénière avec la présentation du plan stratégique 2023-2027, l'annonce du conseil d'administration nouvellement élu et le résumé des discussions de groupe sur la manière de renforcer le travail du mouvement au-delà de 2022. La session a débuté par des messages enregistrés des partenaires stratégiques de la CME, Education Cannot Wait et le Partenariat mondial pour l'éducation.

Message enregistré d'ECW : Directrice d'Education Cannot Wait, Yasmine Sherif



Mme Sherif a souligné la nécessité de renforcer les liens entre les gouvernements et les mouvements éducatifs régionaux et mondiaux. Les politiques éducatives doivent refléter les multiples facettes du changement climatique, de la transformation numérique, la situation des zones de conflit et de l'inclusion des personnes vivant avec un handicap. Les gouvernements doivent allouer 10 % de leur budget à l'enseignement pré-primaire et augmenter les salaires des enseignants. Des campagnes mondiales sont nécessaires pour faire pression en faveur de ce financement. Le droit à l'éducation doit être au cœur des politiques pour préserver la dignité humaine et garantir un avenir durable,

Message enregistré du PME : Directeur général par intérim du Partenariat mondial pour l'éducation, Charles North



L'éducation est essentielle pour atteindre des objectifs durables et réaliser le potentiel des enfants. Il faut relever les défis tels que l'augmentation du coût de la vie, la baisse du niveau de vie et le resserrement et la diminution des budgets consacrés à l'éducation. La pauvreté éducative est estimée à 70 %, et la COVID-19 a entraîné une perte massive d'apprentissage et une accélération des taux d'abandon scolaire. Les filles sont particulièrement touchées par les mariages et les grossesses précoces. Une action audacieuse est nécessaire pour donner la priorité à l'éducation et transformer le système éducatif. Les groupes de la société civile, les défenseurs de l'éducation et les syndicats d'enseignants ont un rôle crucial à jouer pour passer de la transformation à l'action.

ANNONCE DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CME

M. Weavers a présenté le nouveau conseil d'administration de la CME et a félicité les nouveaux membres du conseil d'administration, qui ont été nommés par chaque groupe d'intérêt de la CME pour siéger en tant que représentants de ces groupes.

1. Région Afrique : Faraja Kota Nyalandu et Gnelou Paul,
2. Amérique latine et Caraïbes : Mme Nelsy Lizarazo et M. William Thelusmond
3. OING : Tony Baker et Mercedes Mayol Lassalle
4. Asie-Pacifique : Ram Gaire et Jose Roberto Guevarra ont été réélus,
5. Europe et Amérique du Nord : Beathe Ogard a été réélue et le deuxième siège est vacant.
6. Moyen-Orient : Refaat Sabbah et Elsy Wakil ont été réélus.
7. Profession enseignante : Antonia Wulff a été réélue. Un poste est vacant pour l'autre siège.
8. Jeunes et étudiants : Ester Simon a été réélue et Carmen Romero a été désignée comme nouvelle représentante.

LA CME AU-DELÀ DE 2022 : PRÉSENTATION DU PROJET DE PLAN STRATÉGIQUE 2022-2027

Le coordinateur mondial, Grant Kasowanjete, a présenté aux membres de la CME un projet de plan stratégique qui répond à leur demande d'objectifs réalistes, mesurables et réalisables, par le biais d'un plan stratégique court et simple. Les membres ont identifié des exigences à inclure dans le plan, qui ont été satisfaites, telles qu'une analyse des questions clés concernant l'éducation, des priorités claires en matière de plaidoyer et de campagne, un cadre logique, un suivi et une évaluation, un plan de participation des membres, un cadre défini d'apprentissage et de responsabilité, et une description détaillée des rôles du secrétariat et des membres de la CME.

Le nouveau plan stratégique se concentre sur la croissance des capacités du mouvement, la durabilité des ressources, la diversité des membres, la visibilité et l'amélioration de la réputation, et la force des campagnes et du plaidoyer. Il encourage également un plus grand leadership des membres dans les circonscriptions régionales et une participation équitable au plaidoyer et aux campagnes, ainsi qu'une plus grande responsabilisation de toutes les structures du mouvement de la CME par le biais du suivi et de l'évaluation.

M. Kasowanjete a reconnu que la COVID-19 avait annulé certains progrès réalisés par la CME ces dernières années et a déploré que le rétrécissement des forums ait un impact négatif sur les campagnes et la participation de la société civile. Avec les effets économiques mondiaux de la COVID-19 et un contexte de ressources limitées, les objectifs de l'ODD 4 pourraient ne pas être atteints.

Le nouveau plan stratégique a identifié trois priorités pour les campagnes mondiales et les domaines de plaidoyer : la transformation de **l'éducation, l'éducation dans les situations d'urgence** et de crise, et le financement de **l'éducation**. **Ces thèmes** tiendront compte de l'apprentissage tout au long de la vie, **l'égalité et l'inclusion**, et mettront l'accent sur les enseignants et l'enseignement. La CME a identifié quatre objectifs stratégiques pour relancer le mouvement mondial de **l'éducation** : accroître l'influence par le biais du plaidoyer et des campagnes, diversifier et développer le réseau des membres, renforcer la capacité collective d'influence, améliorer le soutien par les pairs et l'apprentissage, et renforcer la durabilité et la responsabilité de la CME. Ces objectifs nécessitent la mobilisation de ressources pour garantir le soutien, l'inclusion conjointe, inclusive et intergénérationnelle des jeunes, le renforcement de la responsabilité au niveau mondial et la responsabilisation de tous pour la mise en œuvre du plan stratégique.

Rôles

Les membres de la CME sont responsables du travail de plaidoyer et de campagne dans ces domaines thématiques, tandis que les groupes constitutifs contribuent à la réalisation du plan stratégique par l'engagement et la participation des membres, le soutien des pairs, l'utilisation des outils et des ressources de la CME, le suivi, l'établissement de rapports et l'apprentissage sur la base de résultats. Le conseil d'administration est chargé de mobiliser les ressources, de coordonner les sections régionales, de garantir une mise en œuvre efficace de la stratégie, ainsi que de contrôler et de superviser le secrétariat. Le secrétariat produira et diffusera des outils, du matériel et des ressources aux membres de la CME, et supervisera le plaidoyer, le renforcement des capacités et la diffusion des connaissances.

Le plan stratégique comprend des résultats intermédiaires tels que l'amélioration de la réputation et l'accroissement de l'influence, la mobilisation par le biais de la défense de leur droit à l'**éducation**, une plus grande visibilité dans les médias, et le renforcement du pouvoir collectif pour influencer les politiques.

Les domaines clés du suivi et de l'**évaluation du plan stratégique comprennent le rapport annuel**, l'examen à mi-parcours au cours de la deuxième année, la mesure des objectifs et des résultats réalisables, et l'assurance que chaque objectif est assorti d'indicateurs de mesure pour aider à atteindre les résultats.

Un plan d'étape détaillé et mesurable pour les années 2023 à 2027 a été élaboré et sera mis à la disposition des membres. Des stratégies de gestion et d'atténuation des risques ont été mises en œuvre, mais le lien entre le thème « l'éducation réimaginée » et la stratégie doit être clarifié. La CME devrait donner la priorité à l'obtention de données alternatives pour l'étalonnage des performances, identifier des normes mondiales de bonnes pratiques et supprimer toute formulation peu claire et ambiguë du document du plan stratégique. L'Afrique devrait avoir la priorité dans les campagnes de la CME, et des mesures visant à renforcer le soutien aux pays à revenu moyen tels que la Namibie et le Botswana sont en cours.

DISCUSSIONS DE GROUPE - RENFORCER LE TRAVAIL DU MOUVEMENT AU-DELÀ DE 2022

Groupe 1 : Comment travailler plus efficacement grâce au partage, à l'apprentissage et à la participation des membres ? Diversifier et accroître le nombre de membres, le réseau et la réputation.

Les trois questions clés suivantes ont guidé les discussions de cette session :

1. *Comment les participants évaluent-ils l'effort collectif et les progrès réalisés par la CME et ses membres dans la conduite et la réalisation du travail collectif du mouvement, et pourquoi ?*
2. *Comment la CME peut-elle renforcer au mieux la cohésion, la coordination et le sentiment d'appropriation de ses initiatives par les membres actuels, ainsi que l'échange de connaissances et d'apprentissage ?*
3. *Comment la CME peut-elle utiliser les avancées technologiques pour diversifier son réseau et créer des alliances avec des groupes d'intérêt similaires ?*



Les participants ont noté les points suivants dans la discussion sur la question de l'évaluation des efforts collectifs de la CME et des réflexions sur les progrès réalisés :

- La Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) est une initiative importante qui rassemble toutes les composantes de la CME pour un ralliement autour d'un thème et faciliter des actions conjointes. L'Assemblée mondiale de la CME est une bonne occasion de travailler collectivement, mais des améliorations sont encore possibles. Les participants devraient être plus impliqués et moins passifs, le temps consacré à la consultation a été insuffisant et la région arabe a mieux progressé que les autres. La mise en œuvre devrait être mesurée sous la forme d'une étude comparative, et la CME devrait mesurer le taux de participation et les efforts de ses membres dans ses processus afin de s'assurer que les actions de la CME atteignent les membres ciblés, qui ont leur mot à dire sur les processus. Il est également nécessaire de renforcer le soutien de la CME aux circonscriptions afin d'accroître l'impact du mouvement.

En réponse à la question « Comment la CME peut-elle renforcer au mieux la cohésion, la coordination et le sentiment d'appropriation de ses initiatives par les membres actuels, ainsi que l'échange de connaissances et d'apprentissage ? », les points suivants ont été soulevés par les participants :

- Les consultations et les débats entre coalitions renforceront la collaboration transnationale, la participation mondiale et le sentiment d'appropriation des activités d'apprentissage de la CME. Le traitement équitable de tous les membres et le respect de la constitution de la CME renforceront la cohésion à tous les niveaux. Les coalitions régionales et les groupes d'intérêt de la CME devraient être interconnectés sur le plan fonctionnel, et des améliorations de la coordination sont nécessaires pour permettre aux membres de participer pleinement et de s'approprier l'espace des initiatives de la CME. Les organisations confrontées à des problèmes similaires devraient collaborer par l'intermédiaire du secrétariat ou d'une plateforme spécifique. La CME a été chargée d'améliorer les canaux de communication et de retour d'information afin de permettre une collaboration et la communication d'informations efficaces.

- Un mécanisme de retour d'information est nécessaire pour les membres de la CME, et la CME devrait continuellement mettre à jour la liste de diffusion. Compte tenu de la diversité des membres, la CME doit être sensible aux difficultés rencontrées par les membres de la CME opérant dans différents pays.

Les participants ont noté les suggestions suivantes lors de la discussion sur la diversification du réseau de membres de la CME et la création d'alliances :

- La CME doit former des partenariats avec des organismes extérieurs qui se concentrent sur l'éducation ou s'y intéressent, mais ces partenariats doivent être régis par des lignes directrices visant à faire respecter les principes de la CME. Parmi les partenaires d'alliance suggérés figurent les organisations de parents d'élèves, les associations d'apprenants, les associations d'enseignement tertiaire, les organismes de recherche et les organisations médiatiques. La CME doit évaluer sa capacité à servir à la fois les nouveaux membres et les membres existants. L'autonomisation économique doit jouer un rôle dans l'examen de la capacité et de la diversification des membres/partenariats avec des organismes extérieurs. Des partenariats ponctuels avec des organisations peuvent améliorer la visibilité de la CME sans interférer avec les objectifs de chaque organisation.

Groupe 2 : Comment pouvons-nous renforcer la crédibilité et la légitimité du mouvement de la CME aux niveaux national, régional et mondial et renforcer notre responsabilité et notre durabilité ?

La session avait pour objectif d'identifier des stratégies pour renforcer l'alignement et les processus organisationnels nécessaires pour que les structures de la CME deviennent des agents actifs du changement par le biais d'une gouvernance forte, d'une réelle transformation et d'un travail organisationnel redynamisé. L'accent était mis sur l'identification et la diffusion de meilleures pratiques pour relever les défis organisationnels de la CME qui affectent sa crédibilité et sa légitimité.

Discussion de groupe :

Les aspects les plus importants sont les défis posés à la crédibilité, à la légitimité et à la durabilité de la CME en tant que mouvement. Il s'agit notamment de la coordination des efforts entre les trois niveaux de gouvernance et les structures organisationnelles, de la communication entre les membres et la société civile, de la participation du public, des jeunes activistes et des mouvements sociaux, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un suivi et d'une évaluation qui assurent la responsabilité, ainsi que du suivi et de l'évaluation de la transformation de l'éducation à l'aide de mesures appropriées. Il est également nécessaire de générer des ressources en collaboration avec les membres et de soutenir les membres.

Le défi de la crédibilité, de la légitimité et de la durabilité dépend de nombreux aspects, notamment de la force et de la crédibilité de toutes les parties et de tous les niveaux du mouvement dans son ensemble. Les valeurs, l'intégrité et l'équité des dirigeants sont importantes, et l'alignement des valeurs des dirigeants sur les principes du mouvement est essentiel. Les membres ne se limitent pas aux coalitions, les jeunes et d'autres secteurs sont également importants. Pour garantir la pertinence, le programme mondial de l'éducation doit être localisé et les ressources doivent être étendues. Certaines organisations manquent de fonds et de ressources. Il a été noté que CLS est limité par de nombreux défis en Angola.

Évaluation des performances de la CME :

Les participants ont été invités à évaluer les performances de la CME dans huit domaines clés de crédibilité, de légitimité et d'influence durable. Il s'agissait notamment de la coordination entre les niveaux national, régional et mondial, de la démonstration d'un leadership fort, de la consultation et de la communication avec les membres de la CME, de la participation des jeunes dans toutes les structures et tous les processus, de la participation d'autres mouvements et de la facilitation de la mobilisation des ressources en collaboration. Les résultats de l'enquête ont montré que la CME a fait du bon travail en impliquant les jeunes, mais il est nécessaire de développer une théorie du changement pour les flux thématiques avec un plan d'action documenté. La visibilité de la CME doit être améliorée en renforçant les synergies entre les membres à tous les niveaux, et les ressources doivent être renforcées et mobilisées pour garantir le soutien et la formation des organisations membres.

Groupe 3 : Comment le mouvement peut-il renforcer sa représentation et sa participation dans les organes et forums internationaux afin d'accroître notre influence et notre voix collective ?

L'objectif principal de la discussion était de parvenir à un consensus sur l'approche de la CME en matière de plaidoyer international et sur les contributions des différentes structures de la CME aux niveaux national et régional. Les discussions se sont concentrées sur l'analyse des opportunités et des contraintes, sur les stratégies visant à tirer parti de la diversité et sur la création de liens efficaces afin d'accroître l'influence du mouvement.

1. *Comment assurer un meilleur alignement de ces actions clés entreprises aux niveaux national, régional et international et veiller à ce qu'elles renforcent le programme de plaidoyer mondial de la CME ?*
2. *Quels sont les obstacles à surmonter pour harmoniser les niveaux de campagne entre les organisations ?*
3. *Quelles mesures devraient être prises pour renforcer l'obligation de rendre compte et le suivi ?*

La CME est connectée au monde entier et doit inclure les questions de préoccupations sociales, de climat et d'environnement dans son plan stratégique afin d'influencer la politique mondiale et d'intensifier le plaidoyer. Des actions sont nécessaires pour atteindre les objectifs, faute de quoi le plaidoyer stagnera.

Les mouvements éducatifs doivent se battre pour étendre et défendre leurs espaces, et la CME sert d'organe de coordination pour protéger les individus et les membres qui défendent le droit à l'éducation. Pour atteindre les objectifs ensemble, la société civile, les enseignants, les gouvernements et les membres de la CME doivent être unis.

Les observations et suggestions suivantes ont été formulées par les participants en réponse à la question de la discussion : *Comment la CME devrait-elle assurer un meilleur alignement des actions de plaidoyer entreprises aux niveaux national, régional et international afin qu'elles renforcent le programme mondial de plaidoyer de la CME ?*

La représentation aux événements mondiaux doit refléter un mouvement unifié avec un programme commun et des positions politiques basées sur et influencées par les points de vue des membres de la CME. Il est également nécessaire de promouvoir le plaidoyer pour l'apprentissage tout au long de la vie au niveau mondial, avec les Nations Unies comme acteur principal. La CME devrait faciliter la participation des coalitions nationales aux processus de plaidoyer au niveau mondial, tout en tenant les gouvernements et la société civile informés. Une représentation visible au sommet des dirigeants du G7 est nécessaire pour défendre l'éducation, et la CME doit être représentée à l'échelle mondiale dans les organismes financiers internationaux tels que la Banque mondiale et le FMI. Les partenariats au niveau national doivent être renforcés afin d'avoir de plus grandes possibilités de financement, et les communications internes et externes de la CME doivent être alignées. Les membres ont parfois besoin d'une

aide financière pour participer à des événements.

2. Quels sont les obstacles à surmonter pour harmoniser les niveaux de campagne entre les organisations ?

- Le manque de coordination et de communication est un défi à tous les niveaux. Il en résulte un faible flux d'informations et une mauvaise coordination aux niveaux national et régional.
- Fournir un retour d'information à la base nécessite une meilleure compréhension des processus à chaque niveau. La langue, les ressources financières et la logistique constituent des obstacles et des contraintes importants.

3. Quelles mesures la CME devrait-elle prendre pour renforcer et garantir l'obligation de rendre compte ?

La CME devrait se concentrer sur les rapports nationaux et régionaux qui alimentent des processus concrets, établissent des normes et suivent les progrès, développent des mécanismes de communication solides pour stimuler et renforcer les partenariats, et renforcent la capacité à produire des outils et des rapports de plaidoyer puissants. La collecte de données au niveau local favoriserait le dialogue et la participation.

En conclusion, les recommandations issues de la discussion de groupe sont les suivantes : la CME doit donner la priorité à la mise en place d'un plaidoyer transnational et à l'adoption d'actions conjointes pour défendre le droit à l'éducation pour tous. L'éducation doit être une priorité dans les budgets mondiaux, nationaux et régionaux, et la CME doit prendre des mesures concrètes pour protéger et défendre le budget de l'éducation en tant que bien public. Les processus de rédaction de rapports doivent commencer dès le début de l'année et les acteurs nationaux doivent être associés aux forums mondiaux. Le contrat de partenariat doit identifier les priorités et fournir des preuves pour augmenter le financement de l'éducation, et des efforts doivent être faits pour construire des alliances intersectorielles au sein du groupe local pour l'éducation et des groupes sectoriels pour l'éducation. La CME devrait également avoir une visibilité au sein du G7 et de la COP28, et lier le plaidoyer en faveur du changement climatique à l'éducation résiliente.

Groupe 4 : Comment l'activisme des jeunes et des étudiants a-t-il changé et évolué ? Stratégies et perspectives d'avenir pour l'organisation des jeunes et des étudiants au sein du mouvement et au-delà

La discussion visait à mettre en évidence les conclusions et les recommandations politiques du rapport de recherche sur la jeunesse intitulé « Créer des espaces pour le plaidoyer mené par les jeunes et les étudiants ». Elle a également mis en lumière d'autres rapports de recherche sur les jeunes et les étudiants, ainsi que la valeur de la recherche dans la mise en place de mécanismes de défense et d'émancipation des membres de groupes marginalisés. Enfin, le rapport a permis d'identifier des méthodes de travail pour les mouvements de jeunes et d'étudiants dans le contexte d'une peur profonde et d'une plus grande surveillance, de la criminalisation et de la violence de l'État.

Le rapport de recherche sur la jeunesse intitulé « Créer des espaces pour le plaidoyer mené par les jeunes et les étudiants » a mis en évidence l'évolution des outils et des méthodes d'organisation de l'activisme des jeunes et des étudiants vers les plateformes en ligne. Les défis incluent les contraintes de ressources et de financement, mais les opportunités incluent une plus grande demande pour une participation authentique et significative dans les forums sur l'éducation et la facilitation d'une solidarité sans frontières. Le rapport encourage le passage d'un rôle passif à un rôle actif en tant qu'agents de changement et invite les organisations civiques à faciliter la participation des jeunes à l'activisme éducatif. La CME devrait diversifier la composition des coalitions pour permettre la participation des jeunes, fournir une plateforme pour que les jeunes puissent s'exprimer au niveau régional dans un environnement sûr, et partager les leçons apprises.

Questions à examiner lors de la discussion de groupe :

1. *Quelles stratégies les jeunes et les étudiants mettent-ils en œuvre en matière d'organisation, de plaidoyer et d'activisme dans différents contextes au sein du mouvement ?*
2. *Comment le mouvement de la CME peut-il demander aux décideurs politiques de rendre compte des recommandations politiques sur la participation des jeunes et des étudiants ?*
3. *Quels sont les progrès réalisés par le mouvement en faveur de la santé mentale et que peut-on faire de plus ?*
4. *Comment le mouvement de la CME peut-il tirer parti du numérique pour l'organisation des jeunes et des étudiants ?*

Principaux enseignements, leçons et recommandations :

Un représentant de la jeunesse de la Sierra Leone a fait part des défis éducatifs rencontrés au cours de la COVID-19, notamment le manque de technologie et d'infrastructure dans les zones reculées. Un représentant de la jeunesse allemande a fait remarquer que le Nord a la responsabilité d'aider le Sud. Stephanie Pena, candidate au doctorat qui étudie l'éducation inclusive à la Grenade, a été volontaire du Corps de la Paix à la Grenade et a organisé des groupes de discussion avec des enseignants de la Grenade sur la transition la plus efficace vers la plateforme numérique. Un jeune représentant de Tanzanie a expliqué comment les OSC et les ONGI collaboraient pour veiller à ce que les enfants bénéficient d'une éducation équitable et de qualité. Des comités composés d'officiers de police, de travailleurs sociaux et d'enseignants ont été formés pour aider les femmes et les enfants à faire valoir leurs droits.

Les événements réservés aux jeunes sont essentiels pour favoriser l'unité au sein de la jeunesse. Des clubs ont été créés pour soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs, et les initiatives futures comprennent une campagne visant à responsabiliser les jeunes vivant avec le VIH. L'AASU a soutenu la participation des jeunes dans la prise de décision, l'augmentation des investissements dans l'infrastructure numérique et le développement de partenariats pour des forums sûrs. Carmen Romero, représentante du conseil d'administration de la CME pour les jeunes et les étudiants du Global Student Forum, a mobilisé les étudiants pour qu'ils mènent leurs propres recherches sur l'activisme dans l'éducation. Il faut que les étudiants fassent des recherches pour les étudiants sur la manière dont ils peuvent faire progresser leurs droits à l'éducation, car ils doivent être considérés comme des agents du changement.

En outre, la voix des jeunes n'est pas prise en compte dans les politiques d'urgence, ce qui limite l'accès des jeunes aux services de santé mentale et de soutien psychologique. Un financement flexible peut permettre d'investir dans les organisations de jeunesse, mais l'accent mis actuellement sur l'enseignement primaire exclut les étudiants des établissements d'enseignement supérieur. La sélection d'ambassadeurs de la jeunesse par les donateurs doit être abordée, et il est nécessaire de renforcer les structures existantes dirigées par des jeunes et des étudiants. Pour réduire la fracture numérique, ouvrir l'accès et créer des plateformes numériques sûres, les gouvernements devraient consulter les jeunes pour déterminer leurs besoins, puis poursuivre par le biais d'un processus de suivi. Les jeunes devraient être libres de poursuivre leurs propres objectifs.

TROISIÈME JOUR : PRORITÉS ET DÉBATS POLITIQUES

Mme Madeleine Zuniga, vice-présidente et représentante du conseil d'administration de la CME pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a souhaité la bienvenue aux membres, et a souligné l'importance des alliances et félicité les membres de la CME pour leur engagement en faveur d'une éducation transformatrice. Elle a également salué les jeunes et les étudiants membres qui remettent en question le statu quo, sensibilisent aux injustices et tirent parti de leur position unique pour proposer des solutions. L'engagement a été pris de finaliser le plan stratégique avec la contribution de tous les membres pour guider les activités de l'organisation jusqu'en 2027.

Annnonce de la Présidence de la CME

Le processus de nomination du président s'est déroulé conformément aux statuts de la CME.

Ces statuts stipulent que le candidat doit être désigné par sa propre organisation et par deux organisations de soutien d'une autre circonscription. L'organisation qui appuie la candidature ne doit pas être représentée au sein du conseil d'administration nouvellement élu. Les candidatures ont été soumises par courrier électronique au président du conseil d'administration et le processus de vote s'est déroulé par voie électronique. Les membres ont voté pour le Dr Refat Sabbah en tant que président de la CME en utilisant un système de vote préférentiel, et l'assemblée a salué sa réélection.

Dr Sabbah a souligné l'importance du droit à l'éducation et a renouvelé son engagement à lutter pour les droits des réfugiés, des marginalisés, des pauvres, de ceux qui sont privés d'éducation et des personnes vivant sous l'occupation. Il s'est dit fier de son identité palestinienne et a insisté sur la nécessité d'efforts collectifs pour protéger le droit à l'éducation. Le directeur du programme a félicité le Dr Sabbah pour sa réélection et a félicité tous les membres de la CME pour le choix responsable qu'ils ont fait en réalisant le Président.

Débat sur l'action intergénérationnelle (en remplacement du débat d'experts)

Robbie Guevara et Carmen Romero ont animé un débat sur les mécanismes d'intégration des jeunes et des étudiants dans les structures de gouvernance de la CME et les efforts de plaidoyer aux niveaux national, régional et mondial. Romero a appelé les membres à participer aux côtés des jeunes et des étudiants sur un pied d'égalité au sein de l'organisation. Un message vidéo du représentant des jeunes de la région Asie-Pacifique a souligné l'importance de la santé mentale et du bien-être pour les individus marginalisés. Le coordinateur de la jeunesse de Jordanie a décrit la situation difficile de la communauté arabe, notant le désengagement des jeunes. Une théorie du changement avec une approche ciblée est nécessaire pour défendre le droit à l'éducation dans le monde arabe.



LA CME AU-DELÀ DE 2022 : Plan stratégique, intégration des discussions de groupe et du débat

Le secrétariat de la CME a facilité un processus permettant aux membres de soumettre des commentaires écrits et des propositions d'amendements au plan stratégique 2023-2027. Douze membres ont fait part de leurs commentaires et le conseil d'administration de la CME a mis en place un comité chargé d'examiner et d'intégrer les commentaires et les amendements.

- Avant d'être approuvé, le plan stratégique a dû être relu pour tenir compte des nuances linguistiques. Les sections suivantes ont été proposées à la révision : deux changements ont été proposés pour la privatisation et le désengagement public. Deux amendements ont été notés sur la discrimination. En ce qui concerne l'espace civique et la participation, les espaces numériques offrent des plateformes importantes pour l'organisation et l'activisme ; un paragraphe sera ajouté concernant la montée de l'autoritarisme et la criminalisation de la protestation et l'érosion des libertés académiques. Dans la section relative à la position et à la valeur ajoutée de la CME, des changements ont été apportés afin de refléter une vision plus globale du mouvement. Parmi les amendements, une liste d'espaces associés à l'ODD 4 a été ajoutée. Dans la section sur les réussites et l'apprentissage, un amendement a été apporté à la suppression de l'agent de subvention. En ce qui concerne les priorités en matière de plaidoyer et de campagne, il a été proposé d'ajouter une référence supplémentaire au premier paragraphe et les modifications apportées à l'encadré ont été notées, notamment en établissant des distinctions que le conseil d'administration devra prendre en considération.
- La plénière a demandé l'ajout de « jeunes » aux adultes, ainsi que le principe de l'apprentissage tout au long de la vie dans les demandes fondamentales. Sur le thème de la transformation de l'éducation, plusieurs amendements ont été notés, y compris le fait que les solutions numériques et technologiques ne sont pas les seules solutions, ainsi que l'extension de la phrase. Il y a eu un ajout au paragraphe associé à la crise climatique et à la responsabilité de l'éducation. L'ajout du climat au plan stratégique sera examiné de manière plus approfondie. Des ajouts ont été notés dans les domaines de la technologie et des opportunités numériques, et les propositions seront combinées en raison de leur similitude. Dans le domaine du leadership éducatif et de l'espace civil, il a été proposé de créer une nouvelle section intitulée « Éducation de qualité pour le changement climatique », qui comprend plusieurs points. Divers amendements ont été apportés à la section « Exercer une pression en faveur du changement » et un nouveau point a été ajouté. Le premier paragraphe de la section « Éducation dans les situations d'urgence et de crise » a été complété. Un changement a été noté dans la section de demandes au gouvernement et aux décideurs et de nouvelles propositions ont été incluses. La plénière doit inclure une référence aux syndicats de l'éducation, mais il n'y a pas de processus d'amendement des amendements bien que l'AM soit l'organe de décision le plus élevé.
- La proposition de la plénière d'envisager d'associer l'éducation aux droits de l'homme et l'éducation à la paix a été examinée par le Forum mondial des étudiants et adoptée. Il a également été proposé d'ajouter le terme « marchandisation » au dernier point de la section « Financement de l'éducation ». La proposition sur les demandes fondamentales a été notée pour ajouter une perspective des étudiants dans le cadre du plan. La proposition concernant les étudiants et les organisations d'étudiants a été lue et l'utilisation du terme « syndicats » a posé problème aux représentants guatémaltèques, espagnols et français. Les organisations d'étudiants pourraient être décrites comme des associations ou des organisations d'étudiants. Une nouvelle phrase a été ajoutée sous les buts et objectifs stratégiques. Enfin, il a été proposé de supprimer les répétitions dans les actions stratégiques de Ky et la page 19 a été mise en évidence.

Proposition 1 :

Sur l'éducation et la justice climatique (Mme Zehra Kaneez, coordinatrice nationale de la Coalition pakistanaise pour l'éducation) a présenté l'amendement proposé par la coalition nationale et régionale de la région Asie-Pacifique. Un tiers du Pakistan a été submergé par les inondations ; les émissions de carbone du Pakistan sont minimales, et il a été suggéré que le coût de la reconstruction soit couvert par les nations qui émettent beaucoup de carbone. La plupart des voix se sont prononcées en faveur de cette proposition, qui a été ADOPTÉE.

Proposition 2 :

L'amendement proposé par le groupe de travail sur les étudiants et les organisations d'étudiants (Carmen Romero, Global Students Forum) porte sur la nécessité d'une plus grande démocratie dans l'éducation et sur la reconnaissance de la contribution significative des étudiants. La plupart des votes étant favorables, l'amendement est ADOPTÉ.

Proposition 3 :

Il a été proposé en plénière d'ajouter le sujet à la section sur les urgences éducatives, étant donné que d'autres organisations ont cet objectif central et ont besoin d'alliances, tout comme la COPE27. La référence au changement climatique dans le contexte de la justice éducative ne nécessite pas un thème distinct ; cependant, les différentes contributions doivent être prises en compte.

Le Secrétariat travaillera sur une version finale du plan stratégique pour la période 2023-2027, y compris tous les amendements proposés, avec la contribution de toutes les parties prenantes.

PRÉSENTATION ET ADOPTION DES RAPPORTS FINANCIERS

Le Comité des finances et du personnel (CFP) du Conseil d'administration de la CME a examiné les états financiers annuels de l'organisation et les a recommandés au Conseil d'administration de la CME pour approbation. Les états financiers annuels ont été présentés à l'Assemblée mondiale pour adoption et les rapports et les états financiers annuels étaient disponibles sur le site web de l'Assemblée mondiale de la CME. La plupart des membres ont voté en faveur de l'approbation des états financiers annuels et les états financiers annuels ont été approuvés par l'Assemblée mondiale.

LA CME AU-DELÀ DE 2022 : DISCUSSION SUR LA SEMAINE D'ACTION MONDIALE DE L'ÉDUCATION (GAWÉ 2023)

La Semaine mondiale d'action pour l'éducation a proposé quatre thèmes, basés sur le plan stratégique de l'organisation :

Décoloniser le financement de l'éducation, l'éducation transformatrice en 2024, l'éducation dans les situations d'urgence en 2025, et l'apprentissage et la transformation numériques en 2026.

Un groupe consultatif sur la campagne sera constitué par la CME pour discuter du thème de 2023 sur la base des réponses à l'enquête. Les membres ont sélectionné quatre thèmes parmi les douze proposés dans le plan stratégique. Save the Children a proposé d'inclure les enfants, les jeunes et les étudiants dans la GAWÉ en tant que thème général ou transversal. La plénière a suggéré qu'un dossier GAWÉ soit élaboré pour être utilisé dans les écoles, ces dossiers pouvant contribuer à impliquer le public et la société civile. Le thème de la GAWÉ pour 2023 devrait s'aligner sur le rapport du GEM pour 2023, axé sur la numérisation.

LA CME AU-DELÀ DE 2022 - DÉBAT ET ADOPTION DES MOTIONS POLITIQUES

L'Assemblée mondiale de la CME est l'occasion de finaliser et d'actualiser le cadre politique de la CME, en particulier en ce qui concerne les questions identifiées dans le plan stratégique. Le secrétariat de la CME facilite le processus de proposition de motions politiques avant l'Assemblée mondiale, et deux motions politiques ont été présentées et adoptées au cours de la session.

1. Motion politique de la CME sur l'austérité et les contraintes de la loi sur les salaires du secteur public
2. La Campagne nationale pour le droit à l'éducation (Brésil) a présenté une motion concernant le concept de « transformation de l'éducation ».

Le Bureau de la CME a prolongé le délai de soumission des motions politiques jusqu'au 21 novembre 2022, et dix propositions de motions politiques ont été soumises à l'examen de l'Assemblée. L'Assemblée a approuvé une prolongation de trois semaines pour permettre au Secrétariat de faciliter le processus au cours duquel les motions politiques en suspens peuvent être présentées pour examen et vote. Les motions politiques ont été présentées comme suit :

- Motion 1 :** Suivi du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) proposé par l'Internationale de l'éducation, l'ENACE et le Global Student Forum.
- Motion 2 :** Le rôle des technologies éducatives dans l'éducation proposé par GCE Norway.
- Motion 3 :** Soutien à une éducation de qualité sur le changement climatique pour tous, proposée par l'Union des étudiants européens
- Motion 4 :** Éducation sexuelle complète pour tous proposée par GCE Norway, la Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE), la Zambia National Education Coalition (ZANEC) et l'Education Coalition of Zimbabwe (ECOZI).
- Motion 5 :** Cadre global pour la sécurité à l'école 2022-2030, proposé par Save the Children.
- Motion 6 :** Participation significative des organisations d'étudiants des écoles et des universités, proposée par le Forum mondial des étudiants.
- Motion 7 :** Protéger les étudiants en tant que militants des droits de l'homme, motion proposée par l'Union européenne des étudiants et le Global Student Forum.
- Motion 8 :** L'éducation des adultes et le cadre d'action de Marrakech, motion proposée par le Réseau arabe pour l'éducation populaire (ANPE), le Réseau arabe pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes (ANLAE), la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACAE), le Réseau arabe pour l'éducation civique (ANHRE), l'Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE) et la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE).
- Motion 9 :** Motion politique sur l'antiracisme proposée par le conseil d'administration de la CME, l'Internationale de l'Education et Light for the World.
- Motion 10 :** La CME doit donner la priorité à l'éducation antiraciste proposée par le conseil d'administration de la CME, ActionAid, l'Internationale de l'éducation, Light for the World.

La 7^e Assemblée mondiale a été ajournée de trois semaines pour permettre l'examen, la discussion et l'adoption des dix motions politiques. Les amendements devaient être traduits en quatre langues et distribués aux membres. Les processus relatifs aux amendements et au vote seront finalisés et menés par le secrétariat de la CME.

REMARQUES DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT DE LA CME

Le Dr Sabbah a remercié les participants, y compris les membres de la CME, les partenaires de l'éducation, les invités spéciaux et les orateurs, pour leurs contributions aux trois jours de discussions productives de l'Assemblée mondiale. Il a souligné la nécessité de protéger la dignité humaine et de garantir la liberté et a exhorté les membres de la CME à poursuivre leurs efforts pour décoloniser le financement de l'éducation. Il a également exprimé sa gratitude au Secrétariat et au coordinateur mondial, M. Grant Kasowanjete, pour leurs efforts remarquables dans l'organisation d'une 7e Assemblée mondiale réussie.







